



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document que si c'est nécessaire



Bulletin d'information


Mai 2022

Quand les salariés du Groupe Crédit Agricole se mobilisent...

Après des mois sans être entendus, certains salariés de Caisses Régionales ont décidé de prendre leur destin en main. Face au silence de leurs Directions, ils ont eu le courage de se mobiliser pour afficher leur colère face à de faibles mesures salariales et des conditions de travail qui se dégradent.

Les salariés des caisses se mobilisent et obtiennent.

- Le jeudi 12 mai dernier, environ 600 salariés du **Crédit Agricole du Finistère** (soit 43 % des effectifs du Crédit Agricole du Finistère en grève) ont exprimé, une nouvelle fois, leur mal être à Quimper. « Tous les jours, dans mon agence, nous avons une réunion pour rappeler les objectifs et pointer ce qui ne va pas. Pourtant, on s'en sort bien », décrit un salarié gréviste. Cela ne vous rappelle rien ? Face à l'ampleur de cette deuxième mobilisation, **la direction leur a octroyé une prime de 964 €, un chèque carburant de 200 € et un abaissement des objectifs.**
- Le vendredi 13 mai dernier, plus de 450 salariés ont « débrayé » devant le siège du **Crédit Agricole Ille-et-Vilaine, à Rennes** : un record depuis 22 ans. Plusieurs dizaines d'agences locales n'avaient pas pu ouvrir face à l'ampleur du mouvement. À la suite de cette forte mobilisation, les salariés de cette Caisse Régionale ont ainsi obtenu le **versement d'une prime de 1000 € pour tous, le maintien d'un jour de télétravail par semaine pour tous les collaborateurs, une révision des objectifs commerciaux et la reconnaissance des heures supplémentaires avec la mise en place d'un nouvel outil qui devrait faciliter les déclarations.**



Autrement Solidaires National : Sandra Dellarocca (MED, membre CSEC) 06 78 29 11 14, Pascale Dorche (GPSE, membre CSEC remplaçante), Thierry Cornu (GPNO) 06 64 98 45 24, Isabelle Marro (MED) 06 47 41 91 06, Gilles Bacquet (NO) 06 78 47 48 04, Laurence Bonnat (GPSE) 06 98 43 23 42, Frédéric Bureau (NO) 06 85 03 98 31, Franck Lecomte (NO) 06 80 50 77 55, Sophie Godalisse (MED) 06 62 37 98 73, Sylvie Perron (OUEST) 07 67 17 36 41, Isabelle Joncour-Danel (GPNO) 06 15 46 92 70, Soraya Baali (Siège opérationnel) 07 61 56 36 64, Elisabeth Boeykens-Liger (GSO) 06.15.35.59.92, Isabelle Depecker (EST) 06.07.43.60.70 contact@autrement-solidaires.fr

Les salariés des caisses continuent de se mobiliser pour obtenir.

Les résultats obtenus dans certaines caisses ont été entendus par d'autres salariés. Ainsi les mouvements se propagent dans d'autres caisses :

✚ **Le CA Normandie** : Les salariés de cette caisse étaient en grève mardi 24 mai dernier, pour dénoncer les conditions de travail dégradées et demander une revalorisation salariale. Sur 1 900 salariés (dont 1800 temps plein) que compte le CA Normandie, 207 sont actuellement en arrêt maladie (11% de l'effectif). Depuis le 1er janvier, 28 employés du Crédit Agricole Normandie Seine ont donné leur démission (Pour info LCL Nord-Ouest en compte 36 à ce jour sur 1200 salariés...). CA Normandie enregistre 2 abandons de postes par semaine en moyenne depuis plusieurs mois... À la suite de ce mouvement, une négociation va s'ouvrir.

✚ **Le CA Provence Côte d'Azur** : Un appel vient d'être lancé le 20 mai dernier par l'ensemble des Organisations Syndicales. Un mouvement se prépare donc sur la base de deux thématiques : les rémunérations et les conditions de travail. La date de ce prochain mouvement sera le 2 juin prochain.

Vous pouvez le constater, les salariés du Groupe continuent de se mobiliser pour obtenir des avancées importantes, tant en termes de rémunérations qu'en terme de conditions de travail. **Dans certaines Caisses, les Directions prennent les devants pour désamorcer des situations explosives...**

Pendant ce temps-là, au pays des actionnaires...

L'assemblée générale mixte de CASA s'est tenue mardi 24 mai dernier. Au menu, le versement d'un dividende (avec un rattrapage...) et diverses querelles sur des sujets un peu décorrés des préoccupations des salariés.

Le collectif Autrement Solidaires s'attendait plus à des passes d'armes sur les négociations sociales plutôt qu'à des batailles sur des opérations de décote concernant d'éventuelles futures augmentations de capital réservées aux salariés.

Les salariés chez LCL continuent de...subir, mais jusqu'à quand ?

Pour Autrement Solidaires, l'urgence chez LCL se situe dans les rémunérations fixes et variables, dans une réponse à l'inflation qui s'installe, dans une réponse au prix des carburants qui flambe, dans une réponse à la qualité de vie au travail qui continue de se dégrader. Sur ce dernier point, la signature d'un accord sur la qualité de vie au travail est juste une obligation légale, qui ne semble soucier personne, Organisations Syndicales Représentatives de niveau national et Direction confondues...

Il est donc possible de faire Autrement. Pourtant, certains syndicats refusent tout mouvement chez LCL alors que nos collègues du Groupe nous prouvent qu'une mobilisation uniforme est efficace. AS se demande ce qui peut bien motiver un refus d'unité syndicale...

AS le répète depuis des mois : Les salariés LCL ont aussi la possibilité d'afficher leur mécontentement et d'obtenir des avancées significatives. Seule une unité syndicale peut accompagner un tel mouvement social. **Autrement Solidaires privilégie le dialogue social avec nos dirigeants. Mais dialoguer ne veut pas dire tout accepter. La Direction doit se montrer Autrement Solidaires dans cette période faite d'augmentations...des prix et des carburants. A moins qu'elle attende un mouvement pour « bouger ».**



Parce que la solidarité n'est plus une option



AS'dhérez !

<https://www.autrement-solidaires.fr>

contact@autrement-solidaires.fr